→ *Le complexe de la Grande-Rivière*

le transport de 2 millions de tonnes de matériel, dont environ 400 000 tonnes pendant l'année de pointe 1978. Jusque là, le matériel et les approvisionnements avaient été expédiés de Matagami par une route d'hiver faite de neige durcie, enjambant les rivières sur des ponts de glace, ou encore par avion et hélicoptère.

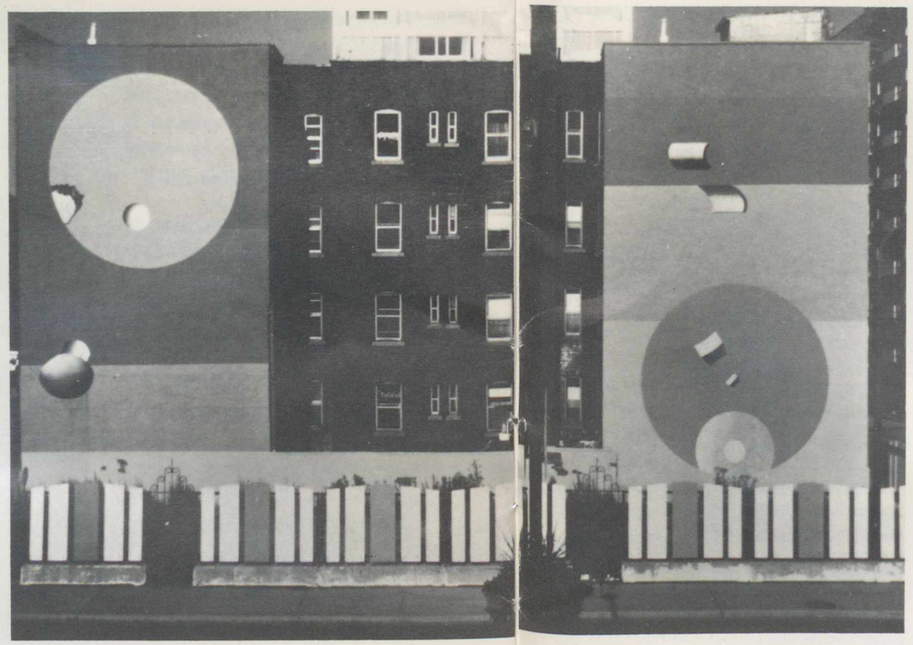
Un aérodrome a été ouvert à l'automne 1972 à Matagami. C'est dans cette petite ville minière que s'effectue la plus grande partie de la manutention et du transbordement des matériaux. Moins d'un an après sa mise en service, l'aérodrome a connu une activité égale à celle des aéroports d'Ottawa ou de Québec.

Fort-George, établi sur une île à l'embouchure de la Grande-Rivière, possède déjà un aérodrome qui peut accueillir les DC-3 et les C-46. Une nouvelle plate-forme est en construction, non loin de la localité, sur la terre ferme.

Un piste temporaire d'atterrissage de 1600 mètres est en service à quelques kilomètres du site de la centrale LG-2. Un aéroport permanent est en construction dans la même région. Il aura une piste de plus de 2000 mètres. On prévoit déjà que le trafic aérien sur le territoire de la baie James dépassera celui de tous les aéroports canadiens, à l'exception de ceux de Montréal, Toronto et Vancouver.

La Société de développement de la baie James, en collaboration avec la Société d'énergie, aménagera une agglomération permanente près du site de LG-2. En attendant, au campement du chantier la vie est assez élémentaire : huit heures de travail, et après une cigarette, une partie de ballon, un peu de pêche. Ni radio ni télévision. Les distractions sont rares, mais elles ne paraissent même pas souhaitées. Ouvriers ou cadres, tous sont venus ici dans le dessein de gagner et de mettre de côté le plus d'argent possible. C'est au point qu'une revendication originale se manifeste : la semaine de sept jours de travail. ■

vie urbaine



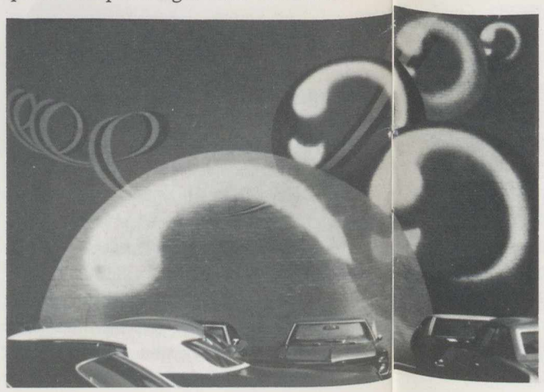
Réchauffer la Ville

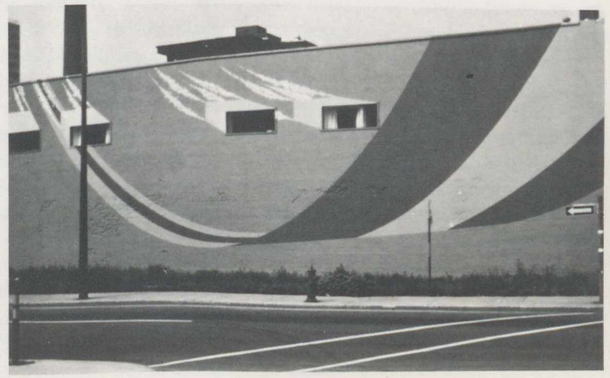
en habillant ses murs

En Amérique du Nord, il y a beaucoup de murs de briques, relativement anciens, pas très propres et d'une redoutable austérité, qu'on aurait intérêt à cacher. Mais comment ? De jeunes artistes américains et canadiens, diplômés mais sans ouvrage, ont eu l'idée de "barbouiller" les murs nus et tristes de leurs grandes villes pour faire plus riant, pour donner chaud au cœur, pour rendre de bonne humeur les gens qui vont à leur travail. Il y a bien des façons de mettre l'imagination au pouvoir.

L'art dans la rue

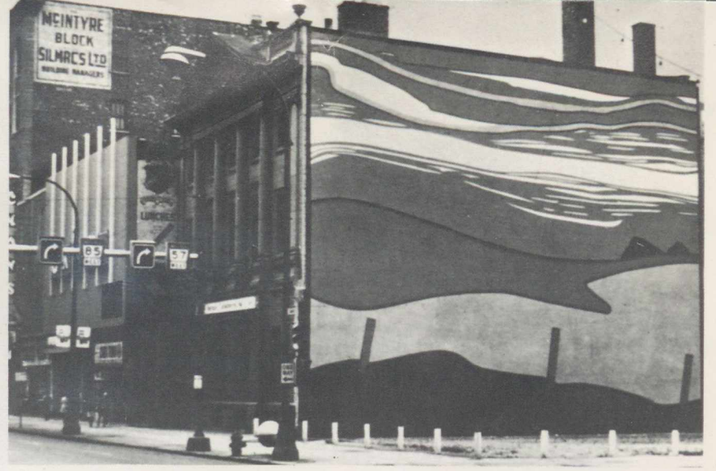
Le *wall art*, ou art mural, s'est d'abord manifesté aux États-Unis, à San Francisco, à New-York, à Los Angeles. Au Canada, il date de 1971. Il consiste à plaquer sur la grisaille d'un mur une peinture très gaie, à camoufler et à réparer la laideur de l'environnement quotidien à force d'humour. Pourquoi ne pas transformer un mur de vieilles briques sales en un jardin de fleurs et de verdure, ou en un coin de l'espace où se promène un module lunaire ? Ou simplement en faire un tableau, pop, décoratif, pop, abstrait, figuratif, ce que l'on voudra du moment qu'il donnera de la vie à ceux qui chaque jour vont s'enfermer dans un bureau ou une usine, un tableau que tout le monde pourra voir en allant prendre l'autobus ou en faisant des courses, un tableau vivant et périssable qui ne sera pas relégué dans un musée ?





Et comme il y a souvent, quoiqu'on dise, convergence d'intérêts, ces jeunes "muralistes", artistes novateurs mais non encore consacrés et le plus souvent sans travail, ont pensé que c'était, somme toute, une façon intelligente de s'exprimer et de gagner modestement son pain.

Les premières murales canadiennes ont été réalisées à Québec, à Ottawa, à Toronto, à Winnipeg et à Montréal au cours de l'été 1971. Elles ont été financées par une importante société productrice de tabacs et cigarettes qui consacre une part de son budget de relations publiques au développement de l'art, quelle que soit sa forme. L'initiative a porté ses fruits. Dès l'hiver suivant, un groupe d'artistes entreprit, à Montréal, la réalisation de murales dans le cadre des programmes *Initiatives locales*. Depuis, cinq équipes de jeunes artistes ont ravivé bon nombre de murs grâce au programme *Perspectives-Jeunesse*, qui leur a alloué les fonds nécessaires (1).



Ces jeunes gens ont beaucoup d'idées, mais le financement pose quelques problèmes. Ils cherchent à se faire commanditer par des entreprises privées. Encore faut-il que ces dernières estiment un tel investissement rentable. Le marché n'est pas facile à enlever. C'est pourquoi ils se tournent de préférence vers les organismes publics.

Un travail d'équipe

Les muralistes canadiens travaillent en équipe de dix à quinze personnes et toutes les équipes procèdent à peu près de la même façon. D'abord, elles repèrent un mur convenable, exempt de défauts réclamant de grosses réparations, situé dans un lieu fréquenté et d'un accès facile pour permettre d'ériger les échafaudages. Ensuite, chacun des membres de l'équipe prépare une maquette. On discute des projets et l'on en retient trois ou quatre que l'on présente à l'entreprise ou à l'organisme disposant des fonds, qui peut les rejeter, si leur qualité est jugée insuffisante, ou en choisir un, qu'il financera. En même temps, les démarches nécessaires sont entreprises pour obtenir la permission du propriétaire du mur. Celle-ci obtenue, les matériaux sont en général achetés à prix réduit et le travail d'exécution commence : échafaudages, obturation des fissures, application d'une ou deux couches d'apprêt. Il ne reste plus qu'à reproduire le dessin, convenablement agrandi, sur la surface du mur, puis à le peindre.

Qu'est-ce que l'homme de la rue pense des murales ? Le plus souvent qu'elles ravivent la ville et donnent de la gaieté et de la fantaisie à un décor morne. Jusqu'ici, les jeunes muralistes canadiens paraissent avoir été compris. ■

1. Initiatives locales et Perspectives-Jeunesse *sont des programmes de bourses collectives gérés par le secrétariat d'État du Canada, département ministériel dont les compétences sont d'ordre culturel.*